

Depuis les années 1980 toutefois, le déficit de leur balance des paiements s'est creusé et l'inflation a augmenté. Il leur est de ce fait difficile de rembourser leur dette compte tenu de la chute des cours des produits primaires et la hausse des taux d'intérêt internationaux. Les économies de nombreux pays d'Amérique du Sud sont dès lors confrontées à la crise.

C'est dans ce contexte qu'un accord de réduction de la dette fondé sur une nouvelle stratégie de la dette* - le Plan Brady - a été adopté en 1993 pour presque tous les pays débiteurs. Les pays sud-américains ont commencé à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel appuyés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) afin de réduire l'appareil administratif, de privatiser les entreprises d'État et de libéraliser les relations économiques avec les autres pays. Ce plan a permis à l'Amérique du Sud de renouer avec la croissance économique dans les années 1990 et de redevenir l'un des principaux pôles de croissance dans le monde.

Les efforts d'intégration économique se multiplient depuis le début des années 1990, comme on peut le voir avec le Mercado Comun del Sur* (membres officiels du Mercosur : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et la Communauté andine des Nations (membres officiels : Venezuela, Équateur, Colombie, Pérou et Bolivie). En outre, des concertations sont organisées en vue de former la Zone sud-américaine de libre-échange (SAFTA) et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Toutefois, après la crise économique qui a sévi en Argentine à la fin de l'année 2001, on peut dire que ces pays restent vulnérables sur le plan économique.

On trouve en Amérique du Sud des pays aux industries primaires florissantes, assises sur de riches ressources naturelles et des pays (Brésil et Argentine, notamment) déjà bien industrialisés. Bien que le Comité d'aide au développement (CAD) les classe de manière générale parmi les pays à revenu moyen à élevé, nombre d'entre eux, notamment la Bolivie,



Travaux d'analyse à l'Institut national chilien d'études environnementales

ont un niveau de revenu faible et une infrastructure sociale insuffisamment développée.

Et même dans les pays à revenu moyen, de graves problèmes de pauvreté demeurent, suite aux disparités des revenus au sein même de ces pays. Dans ce contexte, ces derniers sont aussi nombreux à être touchés par le commerce de la drogue et l'insécurité croissante. La multiplication des activités criminelles dans les zones urbaines, causée par l'afflux de personnes dans le dénuement, les crimes liés à la drogue, le terrorisme et le développement d'une économie souterraine entravent la stabilité politique, économique et sociale dans l'ensemble de la région.

L'Amérique du Sud est riche en écosystèmes, avec en particulier, celui de la forêt vierge amazonienne. Leur préservation est d'une importance capitale au niveau mondial. Dans le même temps, la qualité de l'air dans les grandes villes se dégrade progressivement en raison de la concentration de population.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Coopération en Faveur de la Sauvegarde de l'Environnement

Le Japon fournit une coopération technique de projet-type pour la sauvegarde de la forêt vierge amazonienne, sujet qui suscite actuellement l'intérêt de la communauté internationale. Nous prévoyons en outre une aide pour la protection du précieux écosystème des îles Galapagos.

Nous apportons une aide du même type en ce qui concerne la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et d'autres problèmes touchant les grandes villes, telles que Sao Paulo au

Brésil et Santiago au Chili. Les problèmes de pollution minière, résultant de l'extraction des riches ressources minérales de la région, sont également pris en considération.

Au vu des importants dégâts occasionnés ces dernières années par le trou dans la couche d'ozone dans la partie sud de l'Amérique latine, nous projetons aussi d'aider à renforcer le système permettant d'observer la concentration d'ozone atmosphérique, les études d'impact des rayons ultraviolets et le remplacement des substances responsables de l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique.

Éradication de la Pauvreté et Rectification des Disparités Régionales

Les habitants des régions montagneuses des Andes, qui s'étirent du Venezuela, au nord-est du Brésil, à l'Équateur, au Pérou et à la Bolivie, vivent dans des conditions de pauvreté extrême, laquelle affecte principalement la population autochtone. L'afflux de ces populations dans les grandes villes et la culture de plants utilisés pour la production de stupéfiants constituent de graves problèmes de société.

Aussi, le Japon a-t-il octroyé à la Bolivie des apports d'aide financière non remboursable et une coopération technique de projet-type axés sur la santé et les soins médicaux. Ces dernières années, dans le prolongement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés* (PPTE) lancée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), le Japon, associé aux autres donateurs* (pays et organismes donateurs), a fourni une aide énergique dans les domaines

de la santé et des soins médicaux, de l'éducation et du développement de l'infrastructure, qui s'inscrit dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* (CSLP) élaboré par le gouvernement bolivien.

Le Japon conduit un projet d'habilitation communautaire* axé sur la formation professionnelle des femmes du district métropolitain de Lima au Pérou et conduit une étude de développement sur le développement participatif en zones rurales au sud de l'Équateur.

La JICA prévoit de démarrer le programme d'envoi des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) au Venezuela afin d'appuyer le développement social de ce pays.

Enfin, même si l'Argentine et le Brésil sont classés parmi les pays à revenu moyen à élevé, une aide s'impose pour les régions appauvries du nord et, respectivement, nord-est de ces pays, qui souffrent des inégalités de revenus au plan régional.

Front Line

Projet Destiné à Encourager la Participation des Résidents Locaux à l'Éducation

Bolivie

Réforme de l'Enseignement par les Résidents Locaux

Programme d'Habilitation Communautaire

◆ Nouvelle prise de conscience par les résidents locaux

Ils sont trois protagonistes - le CENDA (Centro de Comunicación y Desarrollo Andino ou Centre de communication et de développement andins), qui est une organisation non gouvernementale (ONG) établie dans la préfecture de Cochabamba, le ministère bolivien de l'Éducation et la JICA - à s'être attelés à ce projet qui concerne Morochata, une région située à trois heures et demie de route de Cochabamba, la troisième ville de Bolivie par ordre d'importance.

Longtemps, la participation des résidents locaux s'était limitée à des réparations d'installations scolaires ou à une aide matérielle aux enseignants. La réforme de l'enseignement intervenue en 1994 a déclenché chez eux une véritable prise de conscience. De ce fait, elle les a conduits à participer à la gestion scolaire, et notamment contrôler les conditions d'enseignement. Le ministère de l'Éducation a demandé aux établissements scolaires d'organiser des comités d'école (équivalents de nos associations de parents d'élèves) et leur a donné une formation, mais ces derniers n'ont pas été très efficaces jusqu'ici. C'est la raison pour laquelle le projet a été créé.

Fort d'une grande expérience des

activités faisant intervenir les résidents locaux et partant de l'idée que leur motivation est indispensable, le CENDA leur donne une formation sur le mode participatif et élabore avec eux des matériels de formation correspondant à leurs demandes. Le choix d'une simple illustration fait par exemple l'objet de nombreuses discussions.

◆ Des difficultés surmontées

La coopération entre le gouvernement et une ONG peut parfois poser certaines difficultés. Suite à un changement de politique au sein du ministère de l'Éducation, les activités relatives au projet avaient été différées et le CENDA avait fini par se montrer très critique envers le ministère. Ce dernier en était venu pour sa part à supposer que le CENDA était opposé aux réformes de l'enseignement. Malgré de nombreux problèmes liés à leurs divergences de vues, les deux parties ont consenti des efforts vers le même objectif, ce qui leur a permis de trouver une solution et même de consolider leur relation.

Néanmoins, les personnes ciblées par le projet sont nombreuses à se méfier du gouvernement. Aussi est-on actuellement à la recherche d'une nouvelle forme d'aide qui puisse porter les



Une association de résidents discute du projet CENDA lors de l'une de ses réunions.

réformes des organismes gouvernementaux avec l'aide d'une ONG bénéficiant de la confiance des gens de la région.

Quasi nul à l'origine, le nombre de femmes participant à la formation a augmenté un an après le début du projet. À l'instar des comités d'école, toutes les parties prenantes ont participé activement aux formations, afin d'être les propres artisans des changements au niveau de l'enseignement dans leur pays.

(Bureau de la JICA en Bolivie)

Promotion d'une Agriculture Respectueuse de l'Environnement

L'Amérique du Sud, et en particulier le Cerrado au Brésil et La Pampa en Argentine, disposent de riches terres agricoles qui en font les greniers à céréales du monde. L'aide fournie jadis par le Japon en vue d'augmenter le rendement agricole dans cette région s'est traduite par la production de soja et de blé, produits qui contribuent sensiblement aujourd'hui à l'approvisionnement alimentaire régulier dans le monde. Ces dernières années toutefois, nous avons dirigé nos efforts sur la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement et l'éradication de la pauvreté par une coopération en faveur des petits exploitants agricoles.

Nous apportons une aide énergique au Paraguay, qui est à la traîne des autres pays engagés sur la voie de l'intégration régionale (Mercosur), et à la Bolivie, pays parmi les plus pauvres du monde. Cette aide concerne l'amélioration des technologies de production agricole et des systèmes de distribution et doit permettre à ces pays d'être plus compétitifs sur le plan de l'agriculture.

Renforcement de la Compétitivité des Produits Industriels à l'Échelon International

L'une des particularités de l'Amérique du Sud est de compter plusieurs pays ayant déjà accompli le processus d'industrialisation dans leur histoire, tels que le Brésil et l'Argentine. Toutefois, du fait de la tendance ces dernières années à la libéralisation et à l'intégration régionale sur le plan économique, le renforcement de la compétitivité des produits industriels au niveau international est devenu une question préoccupante. Le Japon apporte son aide à de nombreux pays (Brésil, Chili et Colombie, notamment) pour le contrôle de la qualité et l'augmentation de la production, principalement par l'envoi d'experts. Au Brésil et au Paraguay, nous apportons une coopération technique de projet-type afin de soutenir les techniciens de certains secteurs industriels.

Programmes de Partenariat

Le Chili et le Brésil, pays aux économies relativement développées, mettent en œuvre leur propre coopération Sud-Sud* en Amérique du Sud. Pour sa part, le Japon apporte son soutien au programme de formation pour les pays tiers*. Dans ce cadre, ces deux pays invitent des ressortissants de pays voisins à participer à des cours de formation. La coopération a toutefois franchi un nouveau pas ces dernières années : en effet, le Chili, le Brésil et l'Argentine ont conclu avec le Japon un accord de participation, de plein droit, à un programme bilatéral de partenariat* avec d'autres pays en développement (PED).

Dans le cadre de ces programmes de partenariat*, nous apportons au Chili une aide conjuguant stages pour les pays tiers et envoi d'experts de pays tiers* dans le domaine de l'hygiène dans l'agriculture et l'élevage en Bolivie et dans celui de la pêche à Cuba. En partenariat avec le Brésil, nous garantissons une aide dans les secteurs de la santé et des soins médicaux, ainsi que de l'agriculture aux pays lusophones d'Afrique, notamment le Mozambique et l'Angola. En partenariat avec l'Argentine, la JICA prévoit de fournir une coopération dans les domaines du contrôle vétérinaire au Paraguay et de l'aquaculture en Bolivie.

Soutien aux Communautés et Recours aux Experts d'Ascendance Japonaise

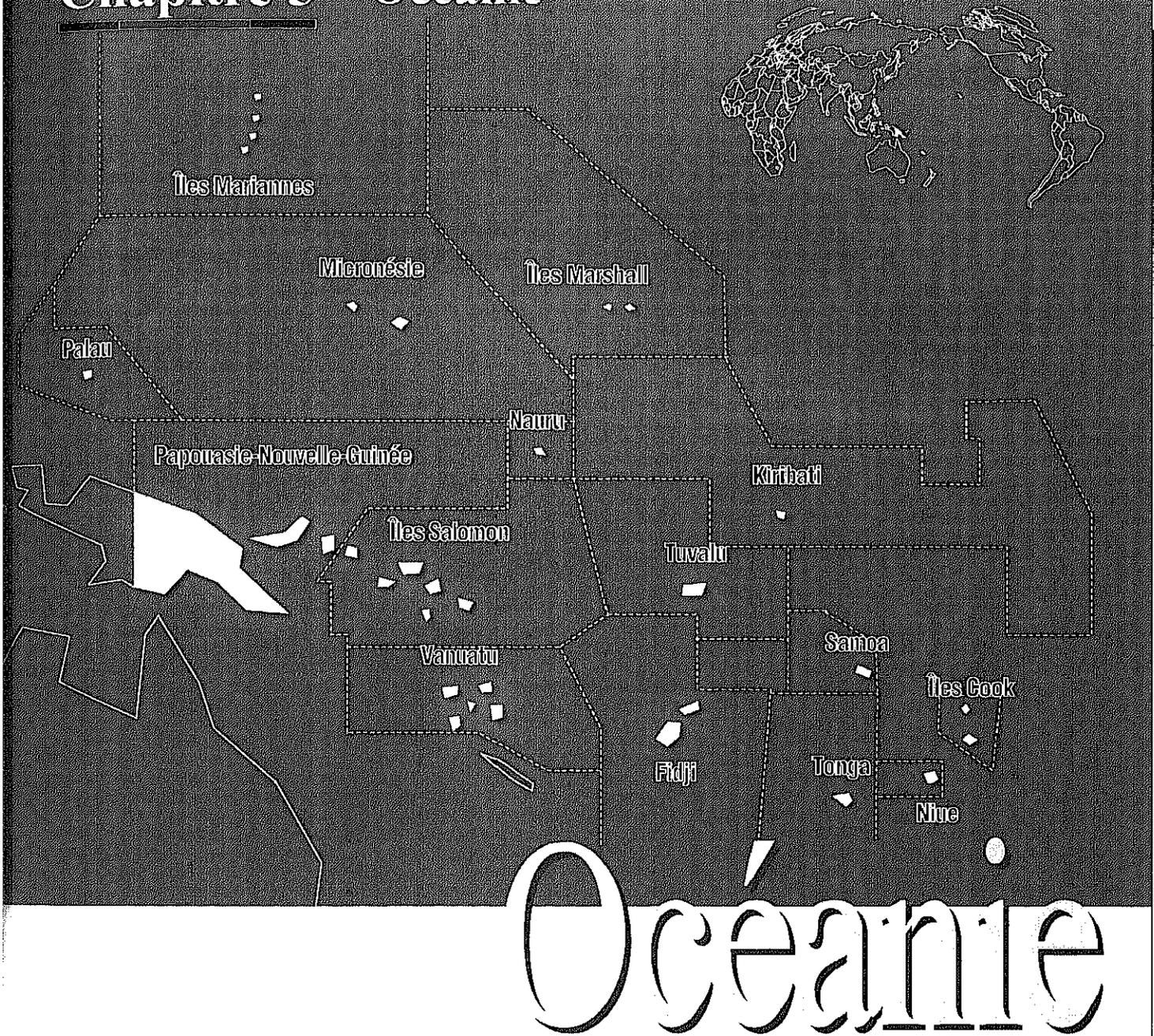
Le Brésil, le Pérou, l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie comptent de nombreuses personnes d'origine japonaise, issues de la première génération d'émigrés ou dont les familles sont installées en Amérique du Sud depuis au moins deux générations. Les activités de ces personnes ont contribué de manière considérable au développement de leurs pays d'adoption et à façonner l'image que leurs compatriotes se font du Japon.

Dans l'aide qu'il apporte à ces pays, le Japon pense toujours à la manière dont ses activités bénéficieront à la communauté d'origine japonaise. Nous faisons par ailleurs appel à des éléments de valeur au sein de cette communauté pour qu'ils servent d'experts en pays tiers et remplissent d'autres fonctions dans le cadre de la coopération technique japonaise.

Coopération et Collaboration avec les Autorités Locales

C'est en partie à la présence de nombreux émigrés japonais en Amérique du Sud que l'on doit les échanges soutenus intervenus entre les communautés locales du Japon et de cette région. Afin de promouvoir les projets de participation publique, la JICA appuie vigoureusement la coopération avec les autorités locales japonaises. Au Pérou, l'Agence apporte son soutien pour le transfert de compétences « Nanbu Tekki » (artisanat en fonte) en collaboration avec la préfecture d'Iwate. Nous prévoyons par ailleurs, en collaboration avec la préfecture de Gunma, de contribuer à la protection de la forêt et d'organiser des cours d'éducation en matière d'environnement dans la partie de la forêt amazonienne qui est la propriété de l'Association des représentants de la préfecture de Gunma dans le nord du Brésil (Kita-Brazil Gunma Kenjin-kai).

Chapitre 5 • Océanie



Piliers de l'Aide Pour des États Insulaires Faiblement Peuplés, l'Autonomie Économique et la Protection de l'Environnement sont Absolument Indispensables

L'Océanie est confrontée principalement aux enjeux suivants : autonomie économique, protection de l'environnement et gestion des ressources, éducation et soins de santé.

L'autonomie économique passe par l'amélioration des ports, des aéroports et des routes. Aussi, la JICA dispense-t-elle une aide pour moderniser ce type d'infrastructures*. D'autre part, le milieu naturel (barrière de corail, etc.) et les grandes industries que sont

le tourisme et la pêche sont intimement liés. De ce fait, il faut instaurer un développement durable* qui s'opère dans le respect du milieu naturel, tout en assurant la promotion de ces industries.

Dans ces pays faiblement peuplés et peu industrialisés, l'amélioration de l'éducation pour favoriser le développement des ressources humaines contribue à l'essor national. C'est pourquoi la JICA fournit une aide à l'édu-

cation et à la formation professionnelle.

Les maladies infectieuses, comme le paludisme et la tuberculose, sont des problèmes graves. En outre, les maladies liées au mode de vie, notamment aux changements d'habitudes alimentaires, prennent toujours plus d'importance. Aussi, pour lutter contre ces problèmes, la JICA projette-t-elle d'apporter dans le domaine des soins de santé une aide s'appuyant sur la médecine préventive.

État Actuel du Développement Environnemental

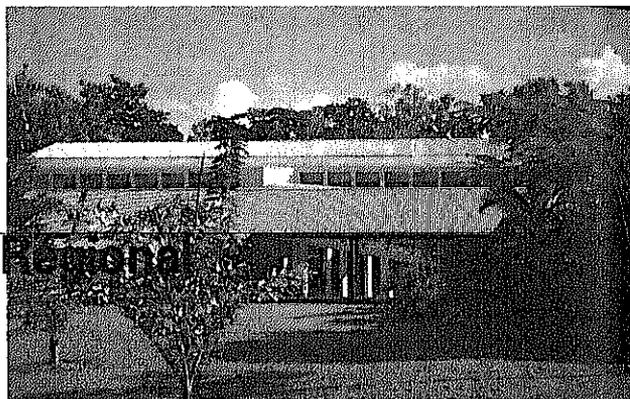
Une Économie Tributaire des Anciennes Puissances de Tutelle

Les États insulaires de cette région se caractérisent dans l'ensemble par des territoires, des populations et des économies de petite taille. La principale particularité de leur structure économique est une forte dépendance à l'égard des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes doivent encore être résolus avant que ces pays puissent accéder à un quelconque degré d'autonomie économique. Ces problèmes sont liés à l'émiettement des pays en une myriade d'îles, à la taille limitée de leur marché intérieur et à des moyens de transport et de communication très insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, ces dernières années, le niveau des apports d'aide bilatérale* et multilatérale* fournis aux pays océaniques en développement est par ailleurs demeuré plutôt stationnaire. En Micronésie, les États fédérés de Micronésie, les îles Marshall et Palau ont obtenu leur indépendance des États-Unis et reçoivent depuis une aide financière américaine, conforme aux prescriptions de l'Accord de libre association. Celle-ci représente 50 à 70 % des recettes du gouvernement.

Nécessité d'une Approche Globale

Dans ce contexte, l'instauration d'une économie qui ne



Centre d'enseignement et de formation du siège du Programme environnemental régional du Pacifique Sud (SPREP) à Samoa

soit plus tributaire de l'aide est un enjeu majeur. De nombreux problèmes touchent la région dans son ensemble : ils sont d'ordre écologique - changements climatiques et élévation du niveau des mers - ou concernent le développement des transports et des communications entre les îles. Une approche globale au niveau de la région est donc indispensable. Chaque État met l'accent sur la réduction des dépenses dans le secteur public, la promotion des investissements publics favorisant le développement des principales activités industrielles (agriculture, pêche, tourisme) et la promotion de la coopération régionale pour le traitement conjoint des questions communes.

En avril 2000, le deuxième sommet (sommet des îles du Pacifique) du Forum Japon-Pacifique Sud (Forum des États insulaires du Pacifique) s'est tenu à Miyazaki au Japon. Les chefs d'État présents à la conférence ont débattu de diverses questions et plus particulièrement du développement durable* des nations insulaires, des problèmes écologiques, tels que les changements climatiques ou l'élévation du niveau des mers, ou encore du fossé numérique*. Les participants se sont accordés sur la mise en place de partenariats et d'une coopération de portée générale, ainsi que sur les orientations de base dans les domaines prioritaires. La coopération bilatérale ou multilatérale devrait servir de cadre au règlement de ces problèmes à moyen ou à long terme. Par ailleurs, la JICA prévoit d'élaborer et de réaliser des programmes d'aide en tenant compte des résultats de la conférence.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Deux Enjeux Prioritaires Communs

Tous ces pays diffèrent par la taille, l'économie, la répartition ethnique, la population, les ressources naturelles, les bases sociales traditionnelles, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins identifiés. Comme ces pays ont accédé à l'indépendance assez récemment et qu'ils sont tributaires d'industries primaires, ils ont tous certains points communs, notamment la nécessité de développer les ressources humaines. Par ailleurs, il est important d'apporter une aide permettant à ces pays de dépasser les facteurs contraignants caractéristiques des nations insulaires - isolement, petite taille et fragilité.

Deux questions urgentes se posent pour la presque totalité

des pays de la région : d'une part, l'obtention d'un soutien pour accéder à l'autonomie économique et d'autre part, la protection de l'environnement et la gestion appropriée des ressources garantissant un développement durable. Dans la pratique, l'apport d'aide passe par la formulation préalable de projets de coopération qui bénéficient effectivement à la région dans sa totalité. Parallèlement, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs* (pays et organismes donateurs) connaissant bien les nations insulaires et d'œuvrer avec les organisations internationales présentes dans la région.

Soutien à l'Autonomie Économique

Pour que le soutien apporté conduise à l'autonomie

économique, il faut associer efficacement la formation d'un personnel apte à développer les capacités nationales et la modernisation de l'infrastructure afin de renforcer les principales institutions.

Afin d'aider à la formation de personnel, la JICA procède régulièrement à l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et à l'accueil de stagiaires, en vue de constituer un corps de personnes qualifiées, susceptibles d'assurer la gestion de l'économie et d'autres fonctions vitales de l'industrie. Des apports de coopération financière non remboursable sont par ailleurs fournis pour l'amélioration et l'extension de l'université de technologie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'université nationale de Samoa. Ces apports sont combinés à une coopération technique dans le cadre des projets de coopération financière non remboursable.

Il est prévu que le développement des ressources humaines dans le domaine des technologies de l'information (TI) figure bientôt à l'ordre du jour de sorte qu'il contribue à rapidement combler le fossé numérique.

Afin de renforcer l'assise nécessaire au développement des secteurs clés de l'industrie, les infrastructures* en matière de communication et de radiodiffusion, de transport et d'énergie électrique, et de réseau routier, sont mises à niveau de manière à refléter les besoins des nations insulaires. Une aide est apportée, principalement dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites industries de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières sur les fonds marins.

Aide à la Protection de l'Environnement et à l'Exploitation des Ressources

Afin de garantir un développement durable par la protection de l'environnement et la gestion appropriée des ressources, la JICA axe son aide directement sur la préservation des richesses naturelles, notamment la protection de

Front Line

Mise en Œuvre d'un Système d'Éducation Sanitaire pour la Gestion des Maladies de Société

Micronésie

Bilans de Santé Systématiques pour la Prévention

Envoi de Volontaires Seniors

◆ Les maladies de société en augmentation rapide

La JICA envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en Micronésie dans le domaine de la santé et des soins médicaux depuis déjà dix ans, mais en avril 2001, faisant suite à une demande, elle a détaché un volontaire senior, la première dans la région. Choisie pour ses capacités à conduire des visites de contrôle et à enseigner au personnel médical, cette infirmière avait pour mission de renforcer le système et le programme d'éducation sanitaire, afin d'améliorer l'éducation en matière de santé dans le pays.

Quarante ou cinquante ans en arrière, les habitants de Micronésie vivaient en autosuffisance. Dans leur alimentation de base figuraient des fruits d'arbre à pain grillés, des ignames et des taros, ainsi que des poissons crus ou bouillis dans le lait de la noix de coco, capturés le jour même lors d'une sortie en pirogue. La boisson courante était le lait de noix de coco. Les habitations étaient construites à la main en feuilles de pandanus et parmi les insulaires, vêtus de paréos en fibres naturelles, on ne comptait aucun obèse. Les maladies de société étaient alors inconnues.

Aujourd'hui, le mode de vie à l'occidentale s'est répandu même sur les plus petits îlots. Aussi ne suffit-il plus de proposer de « revenir aux produits locaux » pour que tout redevienne comme avant. Outre l'augmentation rapide de l'obésité, les maladies de société, notamment le diabète, l'hypertension ou les troubles cardiaques sont en effet plus que jamais présentes.

◆ Bilans généralisés durant la journée mondiale du diabète

Le 14 novembre 2001, journée mondiale du diabète, des examens médicaux destinés à déceler les maladies de société ont été effectués sur des travailleurs de Colonia et Palikir, la capitale du pays. Environ 700 personnes ont été soumises aux examens. Le personnel médical a ainsi pu non seulement en apprendre plus sur la détection précoce et le traitement des maladies de société, mais aussi constater directement que l'examen médical constituait une excellente opportunité sur le plan de l'éducation sanitaire pour appréhender l'état de santé d'une population. Prolongement du programme de bilan de santé, les examens médicaux ont été poursuivis dans les régions avoisinantes et les îles isolées. Pour certaines personnes de ces régions, c'était la première fois que



Scène lors d'un bilan de santé en Micronésie

l'on mesurait leur tension, leur poids et leur taille. Parmi les volontaires, certaines personnes plus âgées, après avoir souhaité la bienvenue et remercié poliment l'équipe médicale en japonais, ont évoqué avec passion l'ancien temps.

Aujourd'hui, pendant que les affables insulaires expliquent à la volontaire senior comment vivre en harmonie avec la nature, cette dernière poursuit tous les jours avec beaucoup d'énergie ses activités d'éducation sanitaire, afin de prévenir les maladies de société et d'améliorer le système de gestion existant.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Micronésie)

la barrière corallienne et la gestion des déchets. Elle espère ainsi résoudre des problèmes tels que la dégradation des écosystèmes côtiers, la pêche excessive de certaines espèces de poisson, l'abattage des forêts tropicales et la mauvaise gestion des déchets. Achievé en 2000 grâce à des apports de coopération financière non remboursable, le Centre de protection des récifs coralliens à Palau (projet du Programme commun d'action* signé par le Japon et les États-Unis) illustre bien ce type d'aide. On espère qu'il deviendra une base internationale pour la préservation de la barrière corallienne. Des recherches, ainsi que diverses activités de coopération technique, sont par ailleurs en cours : sélection de points pour la surveillance à long terme, construction d'un aquarium près du centre et mise en place d'activités pédagogiques.

Coopération et Rapprochement avec D'Autres Organisations

Dans ce cadre, on peut citer le projet de coopération financière non remboursable pour l'université du Pacifique Sud aux Fidji, pièce maîtresse de l'enseignement supérieur en Océanie. Ce projet concernait la fourniture d'installations pour l'enseignement à distance et faisait intervenir des

installations de recherche océanographique et des satellites (projet conjoint de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie). Parmi les aides de ce type pilotées par les organisations internationales présentes dans la région, on peut également mentionner le projet de coopération financière non remboursable pour le centre d'enseignement et de formation du siège du Programme environnemental régional du Pacifique Sud (SPREP) à Samoa et la coopération technique à l'échelon régional pour la gestion appropriée des déchets.

La JICA collabore et s'associe par ailleurs avec d'autres organismes d'aide et des organisations internationales. De 1996 à 1998, la JICA et l'Australie ont réalisé de concert un projet de sensibilisation dans le domaine de la santé aux Fidji - ce projet a été la première initiative d'aide lancée en commun par ces deux intervenants. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la JICA coopère avec l'Australie dans plusieurs domaines : analyse de la structure souterraine du volcan Rabaul, afin de réduire les dommages causés par les éruptions volcaniques, renforcement des vaccinations préventives et soins de santé maternelle et infantile. Ces deux acteurs amorcent actuellement un processus de coordination de l'aide liée à l'approche sectorielle dans le secteur de la santé.

Front Line

Formation aux Techniques de Riziculture

Papouasie-
Nouvelle-Guinée

Coopération avec une ONG Locale pour la Formation d'Agriculteurs aux
Techniques de Riziculture

Programme d'Habilitation Communautaire

◆ Une formation axée sur les compétences pratiques

La JICA assure une formation aux techniques de la riziculture en coopération avec OISCA Rabaul. Cette organisation non gouvernementale (ONG), qui dispense une formation agricole aux jeunes gens de la région et s'investit depuis de nombreuses années dans l'aide à la riziculture, emploie non seulement un personnel possédant une solide expérience de la culture du riz, mais entretient également des champs pour la formation à la riziculture.

Celle-ci est destinée aux futurs chefs de file du secteur agricole dans les provinces désignées pour assurer la promotion de la riziculture. Hébergés dans des dortoirs durant leur mois de formation, les stagiaires suivent des cours pratiques et des conférences. Les cours couvrent de nombreux domaines, depuis la sélection des semences jusqu'à la récolte et au stockage en passant par la lutte antiparasitaire. La maîtrise de ces techniques

permet ensuite de conduire dans la pratique une exploitation rizicole. Les stagiaires sont censés s'investir dans des postes de contrôle, afin de promouvoir dans leur région les techniques qu'ils auront apprises.

◆ Suivi de la formation

Après la formation d'un mois, les agriculteurs retournent dans leurs villages et cultivent le riz suivant les méthodes apprises. Ensuite, lorsque le riz commence à pousser, le personnel technique de l'ONG et des experts de la JICA visitent les exploitations et conseillent leurs propriétaires sur le plan technique. À ce jour, sur les 32 agriculteurs qui ont suivi la formation, tous ont obtenu des récoltes dans des rizières aménagées par leurs soins. La belle croissance du riz est là pour démontrer l'efficacité du programme de formation.

Dans les régions d'origine des stagiaires, le nombre d'agriculteurs qui se



Futurs chefs de file du secteur agricole formés aux techniques de la riziculture

lancent dans la riziculture est en augmentation rapide, tout comme la surface cultivée. On espère que ces exploitants joueront un rôle essentiel pour le développement de la riziculture et contribueront ainsi à la croissance et au développement de leur région.

(Bureau de la JICA en Papouasie-
Nouvelle-Guinée)

Chapitre 6 • Europe



Partie II
Chapitre 6 Europe

Piliers de l'Aide

Nécessité de Renforcer les Approches Spécifiques par Pays

Depuis 1990, le Japon apporte une coopération soutenue à l'Europe centrale et orientale et axe son aide sur les domaines prioritaires suivants :

- 1) Appui à l'introduction d'une économie de marché (politique économique, accroissement de la productivité, méthodes de gestion, etc.) ;
- 2) Problèmes environnementaux (pollution atmosphérique, élimination des déchets, etc.) ;
- 3) Reconstruction des infrastructures* économiques.

La politique à moyen terme liée à l'aide publique au développement (APD) annoncée en août 1999 faisait référence aux divers types de soutien aux pays parties au conflit et aux

pays voisins.

En plus de ces thèmes classiques, nous devons renforcer les approches par pays dans les domaines prioritaires de l'aide suivant les orientations et le rythme de développement des différents pays.

La Pologne, la République tchèque, la Hongrie et l'Estonie sont relativement bien avancées dans la voie du développement et devraient rejoindre l'Union européenne vers 2004. L'aide à ces pays concerne essentiellement le secteur industriel et associe le transfert de technologie et d'expertise à la lutte contre la pollution.

Dans les pays où les réformes n'ont pas suivi d'une manière aussi harmonieuse qu'on le souhaitait, comme la Bulgarie, la Roumanie,

la Moldavie, la Macédoine et l'Albanie, la priorité a été donnée à des formes de coopération socioéconomique de type plus classique, dans des domaines tels que la modernisation des infrastructures économiques, le développement agricole, les soins de santé et l'aménagement de réseaux d'adduction d'eau et d'égouts.

Plusieurs pays, et en particulier la Bosnie-Herzégovine, connaissent d'épineux problèmes politiques liés aux questions ethniques. L'aide s'attache dans ce cas à la consolidation de la paix après les conflits* et au soutien pour la reprise à moyen et à long termes, tout en accordant à l'équilibre ethnique l'attention qui lui est due.

État Actuel du Développement Régional

Appui à la Démocratisation et à la Réforme Socioéconomique

Après la seconde guerre mondiale, les pays d'Europe centrale et orientale sont restés sous la férule de Moscou. Les droits de l'homme et l'environnement sont devenus des problèmes très préoccupants sous ces régimes à économie centrale planifiée. Dans ces circonstances, l'inefficacité de la gestion de l'économie a inévitablement conduit à leur effondrement au cours des années 1980.

En 1989, la Pologne et la Hongrie ont quitté le communisme pour s'orienter vers une économie de marché. Les autres pays de la région les ont ensuite rejoints dans le processus de démocratisation et de réforme sociale et économique.

Les pays industrialisés ont salué ces réformes et ont commencé à apporter leur soutien à ces nations conformément aux résolutions présentées par le Groupe des 24 (G24) pour la coordination de l'aide à l'Europe centrale et orientale en juillet 1989. Le G24 regroupe les 24 pays donateurs concernés - notamment les 15 États de l'Union européenne (UE), le Japon, les États-Unis et le Canada - ainsi que des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Suite aux résolutions du G24, le gouvernement japonais a depuis 1990 élargi son aide à 13 autres pays : République tchèque, Slovaquie (Tchécoslovaquie lorsque l'aide a débuté en 1991), Bulgarie, Roumanie, Albanie, les trois nations baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), Slovénie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Yougoslavie. Une aide est par ailleurs fournie depuis 1997 dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) à l'Ukraine et à la Moldavie, pays qui appartenaient à l'ex-Union soviétique.

L'Importance d'une Évaluation de la Situation Économique et des Besoins d'Aide de Chaque Pays

Une décennie après la chute du communisme, de nets écarts sont apparus entre les différents pays d'Europe centrale et orientale sur le plan de la transition vers une économie de marché et des résultats de la réforme économique et sociale.

Plusieurs pays, notamment la Pologne, la Hongrie et la République tchèque progressent lentement dans la voie des réformes. Après avoir rejoint l'OCDE, ils devraient bientôt entrer dans l'Union européenne. À l'opposé, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine éprouvent de très graves difficultés à reconstruire leurs économies et leurs tissus industriels. Non seulement, ces pays souffrent de problèmes de gestion économique, mais ils connaissent aussi une tendance de plus en plus marquée à l'augmentation du nombre de pauvres et au déclin du niveau des soins médicaux.

Les pays des Balkans, notamment ceux qui formaient l'ex-Yougoslavie et l'Albanie, ne sont pas insensibles à l'impact économique induit par l'éclatement de la Fédération yougoslave dans les années 1990. Comme le montre la crise au Kosovo, ces pays restent déstabilisés par de nombreux facteurs, tels que la guerre civile et les problèmes ethniques. Aussi, la stabilité politique ainsi que la reconstruction et le développement économique sont-ils des objectifs essentiels pour chacun d'eux.

C'est pourquoi il est devenu toujours plus important ces dernières années d'évaluer correctement la situation économique et les besoins d'aide de chaque pays d'Europe centrale et orientale. Il apparaît par ailleurs essentiel d'apporter une aide efficace qui s'appuie sur la technologie avancée japonaise, tout en s'intéressant aux tendances et aux résultats obtenus avec le soutien de l'UE et d'autres organismes d'aide.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Une Coopération Fondée sur la Perception des Traits Distinctifs

L'appui à la transition vers une économie de marché est l'un des enjeux prioritaires de l'aide en Europe centrale et orientale. Vaste concept, il englobe la fourniture de conseils en matière de politique sur le soutien à l'industrie et l'amélioration des systèmes juridiques. Il prévoit aussi l'apport d'une aide pour le développement des ressources humaines

et matérielles par la formation du personnel requis pour les nouveaux systèmes économiques et les nouvelles industries et le transfert de technologie et de savoir-faire.

Par l'intermédiaire du Centre hongrois d'amélioration de la productivité, la JICA a fourni jusqu'à la fin de 1999 à la Hongrie une aide sur le plan du contrôle de la qualité, des améliorations des usines, de la dotation en personnel et du travail. Au cours de l'exercice 2000, le centre a commencé

à proposer des stages pour les pays tiers* sur le diagnostic d'entreprise. Cette activité, programmée sur cinq ans, devrait permettre de faire bénéficier les pays voisins des résultats de la coopération technique japonaise en Hongrie.

Dans l'aide que la JICA fournit à ces pays, qui sont dotés d'excellentes capacités technologiques et d'un grand capital humain - contrairement à la plupart des pays en développement (PED) - il faut veiller tout particulièrement à concilier les acquis en matière de technologie et le niveau d'expertise de l'aide japonaise. L'objectif final de ces pays étant d'adhérer à l'UE, nous devons nous assurer que la coopération japonaise est en totale harmonie avec les politiques, les règles fondamentales et les systèmes juridiques de l'Union européenne.

Notre mission est de planifier et de mettre en œuvre l'aide japonaise en tenant compte de ces caractéristiques.

Aide à la Consolidation de la Paix après les Conflits et Soutien à la Reconstruction

Le soutien à la reprise après les conflits est un enjeu majeur de la coopération future avec l'Europe centrale et orientale, particulièrement dans la région des Balkans.

Suite à l'accord de Dayton signé en novembre 1995, le

Japon s'est mobilisé pour appuyer le processus de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Depuis 1996, la JICA continue de détacher des conseillers en formulation de projets* et des missions d'étude en Bosnie. Elle contribue également à la consolidation après les conflits et à la reconstruction par des apports d'aide financière non remboursable et de coopération technique dans les domaines où les activités entreprises sont susceptibles de produire des résultats assez rapidement, comme l'énergie électrique, les transports et les soins médicaux.

En Yougoslavie, après la réunion du G24 en 2000, la JICA a commencé, en coordination avec la communauté internationale, à fournir une aide à la reconstruction de l'économie et de l'infrastructure de base du pays.

Le soutien apporté dans la région des Balkans prend pleinement en compte l'équilibre ethnique et concerne donc la consolidation après les conflits et non pas uniquement le redressement et le développement national, un fait qui a été salué avec enthousiasme par les pays de la région.

Front Line Échos du Village de Czaniec

Pologne

Le Soutien d'un Ami Plein de Discernement Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Étranger (JOCV)

◆ En mission dans un petit village

Nombreux sont les habitants du petit village polonais de Czaniec, situé à 400 km au sud de Varsovie, qui n'ont encore jamais vu un Japonais. Pourtant, cela n'empêche pas le village de compter un club de judo. Ses membres s'entraînent durement et certains ont le niveau requis pour disputer des compétitions. Toutefois, les familles ont des difficultés à joindre les deux bouts et de nombreux petits judokas n'ont pas de kimono.

C'est pourquoi le JOCV détaché à Czaniec pour enseigner l'éducation physique a fait venir du Japon des kimonos pour les enfants du club. Ces derniers étaient ravis et se sont entraînés avec plus d'enthousiasme que jamais.

Les enfants semblant par ailleurs s'intéresser au Japon, le JOCV a profité des cours d'éducation physique pour pré-

senter la culture de son pays. Ses élèves ont très vite appris à se saluer les uns les autres en japonais et à chanter des comptines japonaises.

◆ Les encouragements d'un ami clairvoyant

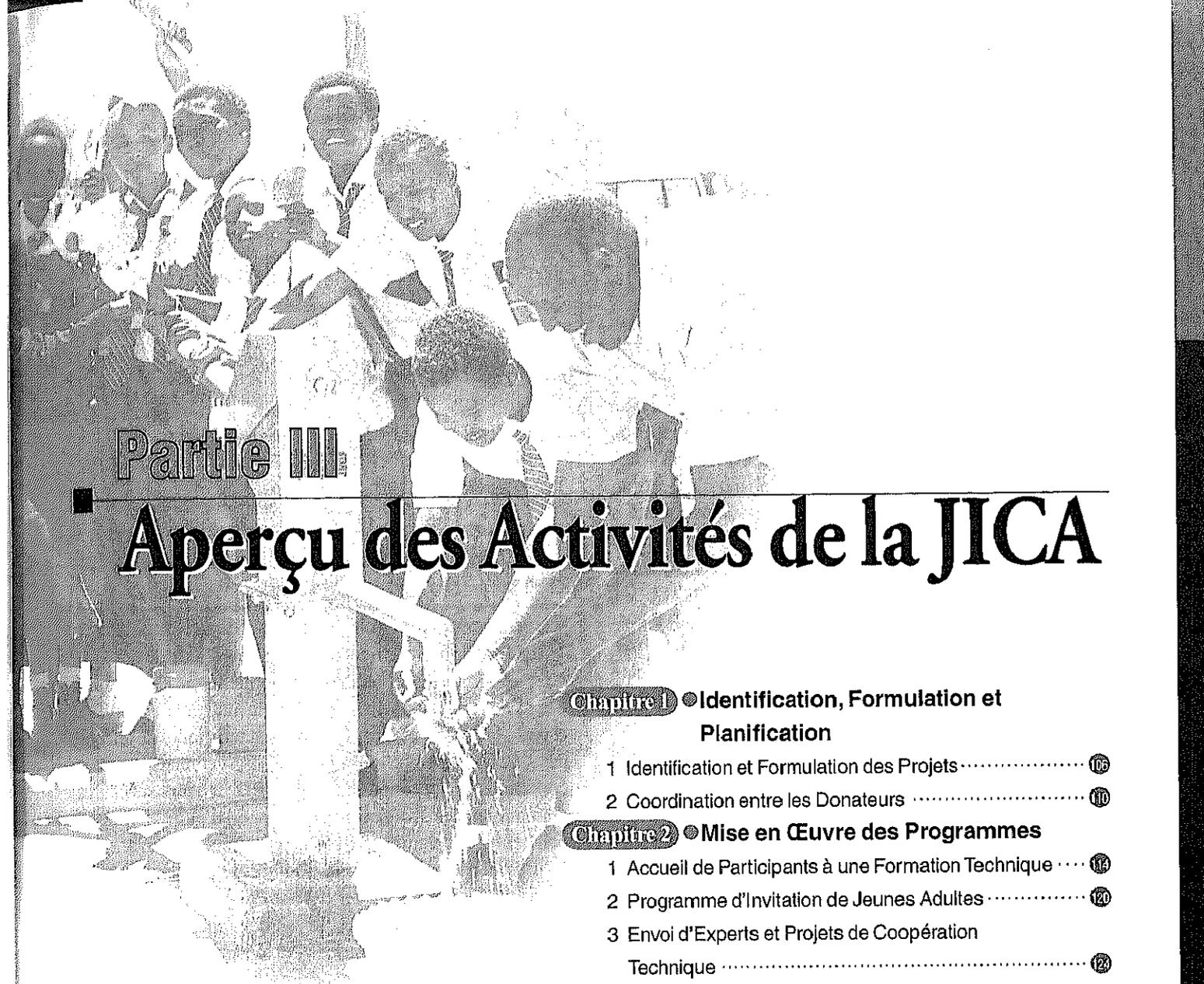
Le JOCV a toutefois été dérouteré par les multiples avis exprimés par les élèves de sa classe. C'est dans l'un de ces moments qu'un villageois de ses amis lui a dit pour l'encourager : « Les enfants s'intéressent à tout, mais à rien en particulier. N'attendez pas de résultats immédiats. À l'âge adulte, ils seront certainement des citoyens ouverts sur le monde. Soyez certain que vous les avez impressionnés, et pour longtemps. » Le JOCV a senti que cet ami avait compris la nature du travail accompli dans le cadre de la coopération internationale et qu'il le soutenait. Ces encouragements lui sont allés droit au cœur.



L'attrait de la culture japonaise

Et même si un individu isolé n'a jamais beaucoup d'énergie, le JOCV bénéficie du soutien d'un ami qui le comprend et lui donne la force de s'investir sans compter chaque jour.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Pologne)



Partie III

Aperçu des Activités de la JICA

Chapitre 1 • Identification, Formulation et Planification

- 1 Identification et Formulation des Projets 106
- 2 Coordination entre les Donateurs 110

Chapitre 2 • Mise en Œuvre des Programmes

- 1 Accueil de Participants à une Formation Technique 114
- 2 Programme d'Invitation de Jeunes Adultes 120
- 3 Envoi d'Experts et Projets de Coopération Technique 124
- 4 Études de Développement 133
- 5 Coopération Financière Non Remboursable 138
- 6 Envoi de Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Étranger 142
- 7 Volontaires Seniors 148
- 8 Coopération pour le Développement 151
- 9 Secours en Cas de Catastrophe 153
- 10 Appui aux Émigrés Japonais et à leurs Descendants 158

Chapitre 3 • Évaluation et Suivi

- 1 Évaluation 158
- 2 Suivi 162

Chapitre 4 • Renforcement des Activités de Soutien à la Mise en Œuvre des Programmes

- 1 Recherche 165
- 2 Recrutement et Formation d'Experts de la Coopération Technique 168
- 3 Appui aux Activités des Experts 172
- 4 Mesures de Sécurité et Gestion des Crises 174
- 5 Diffusion de l'Information et Publicité 178

Chapitre 1

Déterminer les Orientations Futures de la Coopération dès l'Origine

— Identification et Formulation des Projets —



Travail de groupe sur l'analyse des problèmes (Tanzanie)

Cycle du Projet et Activités

Les activités de la JICA suivent un processus intégré (le cycle du projet) constitué de quatre grandes étapes : la planification, la mise en œuvre, l'évaluation, puis l'intégration de l'information pertinente (ou rétroaction) à l'étape de la planification d'un nouveau projet. Pour améliorer le contenu des programmes et optimiser l'impact de la coopération, chaque étape du cycle doit être suivie et gérée en fonction d'un plan intégré. Les principales étapes sont décrites brièvement ci-après :

1) Planification

L'étude et l'analyse des besoins et des demandes des pays en développement (PED), la définition des groupes cibles ainsi que la spécification des objectifs, des cibles, des ressources à utiliser (nombre d'experts à recruter, domaines de spécialisation, coût projeté pour l'ensemble du projet, etc.) et du programme détaillé des activités.

2) Mise en œuvre

L'exécution d'un projet conformément au plan, la révision des orientations du plan au moyen du suivi, et l'obtention de résultats.

3) Évaluation

L'analyse de la concordance des résultats obtenus avec les objectifs fixés à l'origine, la mesure de l'impact du projet, l'enquête afin de déterminer pourquoi l'évaluation du projet n'a pas été satisfaisante et l'exploitation de l'information obtenue pour la conception de nouveaux projets.

Dans la partie III de ce rapport, les activités de la JICA sont examinées sous l'angle des trois étapes du cycle du projet, ainsi que des efforts déployés pour renforcer les mesures de soutien à la mise en œuvre des programmes.

- a. Identification, formulation et planification (chapitre 1)
- b. Mise en œuvre des programmes (chapitre 2)
- c. Évaluation et suivi (chapitre 3)
- d. Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes (chapitre 4)

Compréhension de la Situation et des Besoins Instantanés

■ Importance d'un Point de Départ de la Coopération

Pour optimiser l'efficacité des actions d'aide de la JICA, il est important de cerner dans un premier temps les besoins des pays en développement (PED). Ensuite, il faut planifier et réaliser des projets adaptés aux caractéristiques de chaque pays. Cette démarche implique une bonne connaissance des conditions socioéconomiques des PED, de leurs structures institutionnelles et organisationnelles. En d'autres termes, il convient d'adopter une approche spécifique par pays.

Ces dernières années, le nombre de problèmes communs à plusieurs PED ou devant être traités à l'échelle mondiale a augmenté. C'est le cas notamment de l'éducation, du développement agricole, du développement urbain, de la pollution et de la pauvreté. Pour s'attaquer à ces problèmes et conduire des projets performants, il est essentiel de rassembler et de dépouiller les données des projets de développement passés et de pouvoir disposer rapidement d'informations précises à tout moment. Ce mode d'action correspond à l'approche spécifique par problème.

Pour que la JICA puisse lancer un projet, le gouvernement du pays bénéficiaire doit soumettre une demande d'aide par la voie diplomatique. Toutefois, certains PED ne disposent pas des capacités requises pour déterminer les types de projets les plus susceptibles de promouvoir le développement national et pour élaborer des politiques nationales.

En outre, même ceux qui sont en mesure de bien cerner leurs besoins et de concevoir des projets peuvent ne pas posséder les structures nécessaires pour gérer des apports d'aide extérieure. La JICA adopte alors une approche par pays ou par problème. Elle analyse les conditions et les problèmes du pays bénéficiaire et examine les axes du développement avant de mettre au point un projet de coopération concret.

Pour le succès d'un projet, il est indispensable d'établir dès le début les orientations futures de la coopération, une tâche tout aussi importante que l'évaluation dans la phase finale.

La JICA prévoit de financer des mesures destinées à rendre l'aide plus efficace en renforçant les étapes au début et à la fin de la coopération. Parmi ces activités prévues au budget, nous examinerons celles qui concernent l'identification, la formulation et la planification des apports de coopération et plus particulièrement, 1) la collecte et la gestion de l'information par pays et par problème, 2) l'identification et la formulation de projets.

Collecte et Gestion de l'Information par Pays et par Problème

■ Création d'une Base de Données sur l'Information par Pays

La collecte et l'analyse de données de base sur les PED jouent un rôle indispensable pour le renforcement de l'approche par pays. La JICA recueille et analyse des données de base sur le secteur socioéconomique des PED ainsi que des informations techniques et des renseignements sur les apports d'aide d'autres institutions. Elle classe et ordonne également d'une manière systématique l'information et les données d'expériences recueillies dans le cadre des activités d'aide du Japon.

Depuis l'exercice 1998, nous travaillons sur une base de données centralisée afin d'intégrer et d'affiner les informations par pays recueillies jusqu'ici. Un système a été mis en place afin de simplifier l'informatisation et le partage des données et d'en faciliter l'accès.

Les données des projets mis en œuvre par la JICA, qui sont traitées par ce système, ont été proposées en libre accès sur le site Web de la JICA au cours de l'exercice 1999.

■ Réseau d'Experts

Pour renforcer l'approche par problème, il faut en permanence rassembler les données appropriées, notamment les informations relatives au développement et à l'évolution des projets passés. Dans cette optique, la JICA a décidé de former un réseau reliant le personnel de la JICA et les experts spécialistes des différents problèmes de développement.

Entre-temps, la JICA a mis en place un système informatique de consultation, tant en interne que de l'extérieur, des informations et des données d'expérience accumulées dans le cadre des projets passés.

Identification et Formulation des Projets

■ Études de Formulation de Projets

Il peut arriver qu'un projet demandé par un pays en développement ne soit pas exécuté comme prévu, soit parce que le pays demandeur n'a pas suffisamment analysé les composants du projet, soit parce qu'il ne connaît pas bien le

système d'aide du Japon.

Dans les cas de ce type, il nous faut procéder à une étude de terrain concernant les secteurs prioritaires dans ces pays et évaluer le bien-fondé de la coopération proposée, les capacités de ces pays à mettre en œuvre le projet et l'impact de la coopération sur le développement social et économique du pays. Les moyens d'aide les plus appropriés doivent être déterminés en collaboration avec le gouvernement du pays et les autres institutions concernées (organisations non gouvernementales [ONG] comprises). Pour élaborer des plans de coopération pertinents, la JICA confie la réalisation des « études de formulation de projets* » à des missions d'étude envoyées du Japon ou à des consultants locaux. Au cours de l'exercice 2001, 76 études de ce type ont été réalisées dans 54 PED. Elles se répartissent comme suit :

1) Asie :	36 (47 %)
2) Moyen-Orient et Maghreb :	4 (5 %)
3) Afrique :	14 (18 %)
4) Amérique latine :	18 (24 %)
5) Océanie :	2 (3 %)
6) Europe :	2 (3 %)

■ Ateliers de Coopération Intrarégionale sur des Domaines Spécifiques

Les problèmes des PED sont parfois spécifiques à un pays donné. D'autres sont aussi le lot des pays voisins et peuvent difficilement être résolus par un seul pays ou peuvent être plus aisément résolus par une action concertée.

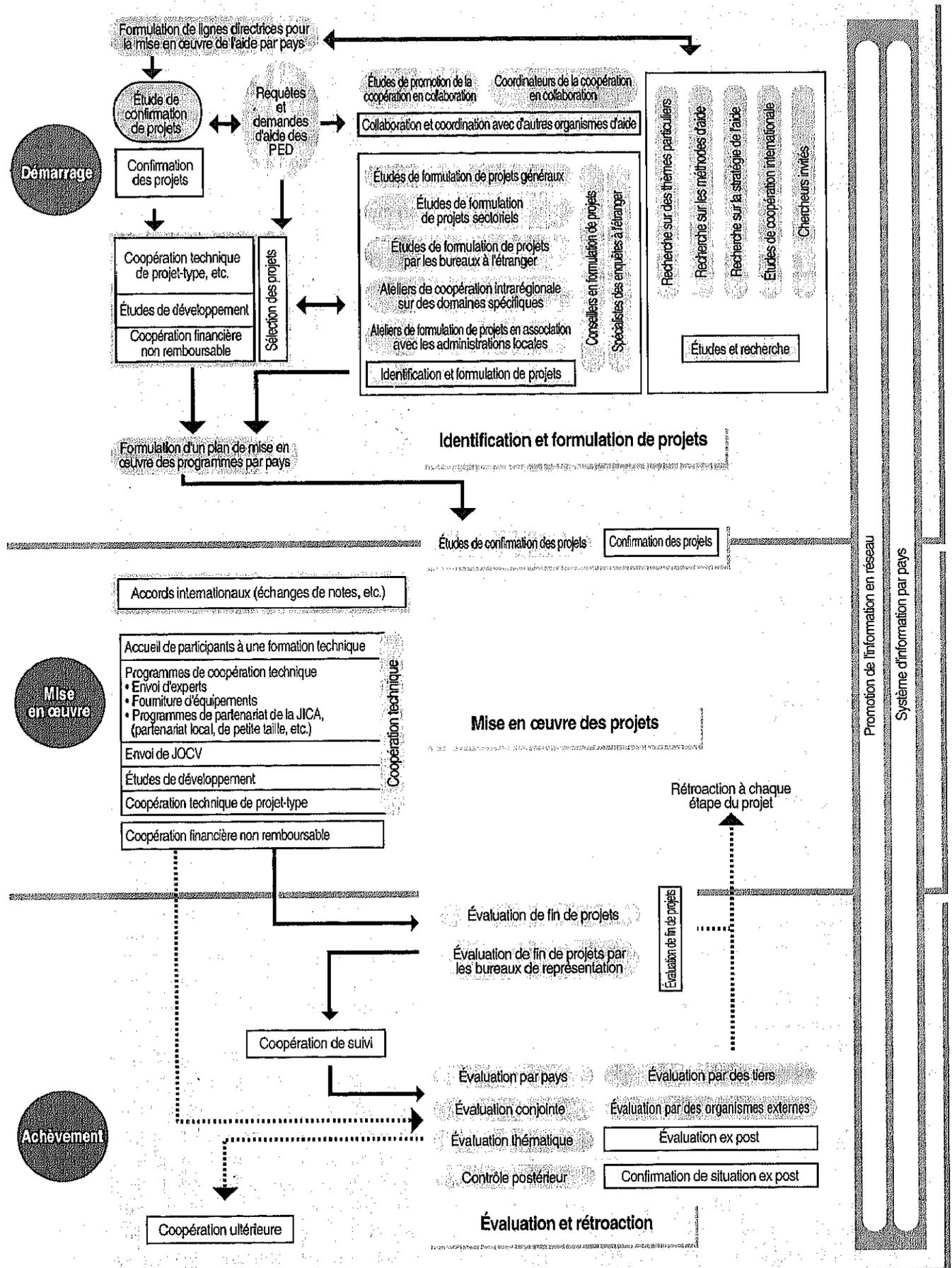
Dans ce dernier cas, la JICA organise des ateliers de travail locaux avec les pays concernés, les autres organismes d'aide et les institutions internationales pour discuter des meilleurs modes de coopération, afin d'identifier et de formuler les projets pertinents.

Au cours de l'exercice 2001, des ateliers ont été organisés dans trois régions. Ils ont porté sur cinq thèmes : réchauffement global de la planète et lutte contre les maladies infectieuses en Océanie, augmentation de la productivité et amélioration des transports aux abords des pays du Mercado Común del Sur* (Mercosur) et HIV/sida en Afrique australe.

■ Conseillers en Formulation de Projets

Le système des spécialistes de la formulation de projets* a pour objet d'envoyer des experts dans des domaines prioritaires pour le développement des PED, de cerner les besoins de ces pays sur une période relativement longue, de concevoir des projets de haute qualité et de traiter les demandes de projets. Des conseillers en formulation de projets* sont envoyés dans les bureaux de représentation afin d'étudier l'ordre de priorité des demandes de projets et de plans de coopération, tout en restant en contact étroit avec les organi-

Figure 3-1 Déroulement des projets





Mission d'étude à l'occasion de l'atelier de travail concernant le projet de promotion de la logistique intrarégionale dans le cadre du Mercosur

sations concernées dans les pays bénéficiaires à des fins de consultation et de coordination.

Comme indiqué plus loin, on a assisté ces dernières années à une augmentation considérable du nombre de pays bénéficiaires, d'enjeux et de méthodes. Face à cet accroissement, les conseillers en formulation de projets ont un rôle de plus en plus important dans l'identification et la formulation des projets de haute qualité susceptibles de faire avancer efficacement le processus de développement. Cela s'est traduit dans trois domaines :

- 1) Pays dans lesquels le Japon dispose de peu d'expérience dans l'apport d'aide et nouveaux pays bénéficiaires.
- 2) Nouveaux enjeux de l'aide, notamment l'élimination des mines terrestres.
- 3) Nouvelles méthodes d'aide, telles que la coopération Sud-Sud* et la collaboration avec d'autres organismes d'aide.

Au cours de l'exercice 2001, 82 nouveaux conseillers en formulation de projets ont été envoyés dans 45 pays pour formuler des projets en fonction de leur spécialisation.

■ Études de Confirmation de Projets

Pour promouvoir une coopération efficace et rationnelle, il est nécessaire à la fois d'engager des consultations sur des projets spécifiques et un dialogue sur les programmes d'action, avec notamment des explications concernant les plans de réalisation des projets de la JICA, fondées sur les résultats des études de formulation de projets et la collecte de l'information par pays. La promotion du dialogue au niveau de l'établissement des programmes, notamment au niveau de la politique d'aide du Japon et des plans de développement du pays concerné, est également importante.

Concrètement, l'étude de confirmation des projets fait intervenir les consultations et discussions suivantes :

- 1) Consultation sur les politiques de mise en œuvre des projets de la JICA

- 2) Discussion des politiques et mesures pour faire face aux problèmes de développement
- 3) Classement des projets en fonction de leur priorité et de leurs modalités respectives, examen de l'état d'avancement des projets en cours, des problèmes qu'ils posent et des méthodes pour les résoudre, présentation de notre programme d'aide et enfin, revue d'autres aspects de la mise en œuvre de l'aide.

Ce travail sert également à déterminer les orientations futures de la coopération et à assurer une mise en œuvre efficace et rationnelle des projets. Au cours de l'exercice 2001, 32 missions d'étude ont été envoyées dans 28 PED pour confirmer des projets ayant fait l'objet de demandes et discuter des modalités de la coopération. Leur répartition par région est la suivante :

- 1) Asie : 20 (63 %)
- 2) Moyen-Orient et Maghreb : 3 (9 %)
- 3) Afrique : 2 (6 %)
- 4) Amérique latine : 4 (13 %)
- 5) Océanie : 2 (6 %)
- 6) Europe : 1 (3 %)

Une Action Efficace avec des Fonds Limités

— Coordination entre les Donateurs —



Enfants pris en charge dans le cadre du programme de lutte contre le sida en Zambie (coordination de l'aide avec l'USAID)

Évolution de la Coordination de l'Aide

Par « coordination de l'aide », on entend la collaboration dont font preuve les donateurs* (pays et organismes donateurs) pour tirer le meilleur parti de leurs qualités respectives et fournir l'aide la plus efficiente et la plus efficace possible. Jusqu'à il y a seulement quelques années, la règle voulait que ces organismes coordonnent leurs efforts au niveau des différents projets pris individuellement ou que l'on s'efforce de renforcer les initiatives bilatérales, comme dans le Programme commun d'action*, signé par le Japon et les États-Unis.

Ces dernières années toutefois, on a pu assister à des changements majeurs sur le plan des méthodes et de la coordination de l'aide des nations industrialisées. Ces changements résultent d'une part de l'éclatement de la structure précédant la guerre froide, le besoin d'aide stratégique se faisant alors moins sentir, et d'autre part, de l'aggravation de la situation économique des pays donateurs, qui a conduit à une diminution de leurs apports de fonds (« lassitude de l'aide* »). En outre, les ajustements structurels mis en oeuvre sous le patronage de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) n'ont que très peu amélioré la situation économique des pays en développement (PED) et la pauvreté ne cesse de croître en Afrique.

Pour que l'aide soit exécutée de manière efficace, les gouvernements des PED doivent devenir plus autonomes (autrement dit, la pratique de l'appropriation* doit être renforcée). D'aucuns redoutent que les activités d'aide de donateurs individuels dépassent les capacités d'absorption des PED et s'avèrent inefficaces. Peu importe le soin que les donateurs apportent à la coordination en amont, si les gouvernements des PED ne prennent pas cette dernière à leur compte, l'efficacité de l'aide sera considérablement réduite.

Extension des Programmes Sectoriels

Dans ce contexte, il faut tirer le meilleur parti de fonds en diminution. Des améliorations qualitatives doivent

être apportées à la coordination de l'aide, afin que cette dernière soit plus efficace et puisse atteindre des objectifs précisément chiffrés. La société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et les différents organismes concernés doivent apporter leur contribution, tout en prenant en compte l'appropriation de l'aide par les gouvernements des PED.

Les « objectifs internationaux de développement » définis dans la nouvelle stratégie de développement* du Comité d'aide au développement* (CAD) ont été présentés aux Nations unies lors du sommet du millénaire qui s'est déroulé en septembre 2000. En septembre 2001, les PED, les pays industrialisés et les Nations unies en ont fait les « objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ». Pour réaliser ces objectifs, tous les acteurs du développement, notamment les PED, les donateurs et les organisations internationales ont convenu de mettre en oeuvre une aide plus axée sur les résultats, afin d'atteindre des objectifs quantifiables.

Dans certains secteurs, une tendance à la coordination des efforts entre PED et organismes d'aide s'est instaurée pour que la mise en oeuvre de l'aide soit plus efficace. On parle désormais pour cette méthode de « programme sectoriel » ou d'« approche sectorielle ». Lancée avec le projet d'investissement pour l'aménagement routier en Tanzanie dès le milieu des années 1990, elle a continué à se développer en Éthiopie, en Zambie, au Ghana et partout ailleurs en Afrique, plus particulièrement dans deux secteurs du développement social, à savoir la santé et l'éducation.

Ce type de coordination de l'aide au niveau sectoriel suppose que les gouvernements des PED et les donateurs respectifs veillent à harmoniser leurs objectifs de développement et à utiliser efficacement des fonds limités pour parvenir à une meilleure coopération, malgré les diminutions des montants de l'aide globale, lesquelles reflètent la situation économique des différents donateurs. Actuellement, les programmes sectoriels dépassent le cadre africain pour atteindre le Cambodge, le Népal et d'autres pays d'Asie, et suscitent beaucoup d'intérêt comme mécanismes de coordination de l'aide.

Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP)

Les CSLP* résultent également des changements intervenus dans le domaine de la fourniture de l'aide. Les CSLP ont été proposés par la Banque mondiale, lors de l'assemblée annuelle conjointe avec le FMI, en septembre 1999. Lors du sommet du G8 à Cologne en 1999, les PED appelés à bénéficier d'une réduction de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) décidée par les pays industrialisés, ont été invités à préparer un CSLP. De plus, la Banque mondiale et le FMI ont prescrit la préparation d'un CSLP comme critère d'éligibilité aux prêts de l'Association internationale de développement* (AID) et à la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du FMI. Ainsi, 74 PED doivent rédiger leur propre CSLP. Au mois d'avril 2002, dix pays avaient formulé leur CSLP final et 41 autres leur CSLP intérimaire.

Un CSLP est un plan élaboré par un PED afin d'utiliser efficacement et rationnellement des fonds limités pour exécuter un programme de développement. Pour garantir une exécution efficace et rationnelle, il est nécessaire de coordonner l'aide au développement que, par le passé, les différents donateurs mettaient en œuvre sans se soucier des activités des autres intervenants, tout en s'appuyant sur le principe d'appropriation des PED. Ce faisant, un dialogue (ou « partenariat ») s'impose avec tous les organismes d'aide et la société civile.

Structure du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP)

- Analyse de l'état actuel de la pauvreté à partir de certains indicateurs
- Prise en compte par la société des objectifs de réduction de la pauvreté au moyen de processus participatifs
- Hiérarchisation des politiques de réduction de la pauvreté
- Application des mesures et suivi des améliorations de la situation au moyen de processus participatifs
- Cadre et matrice politique du plan d'investissement (cadre des dépenses à moyen terme ou CDMT)

Avec le ministère des Affaires étrangères, la Banque japonaise de coopération internationale* (JBIC) et d'autres organisations au Japon, la JICA participe activement à tous les stades des CSLP (formulation, mise en œuvre et suivi). Elle participe également à leur élaboration par l'intermédiaire de conseillers locaux. Des membres du personnel de l'Agence, ainsi que des experts et des conseillers en formu-

lation de projets*, collaborent activement à diverses réunions de donateurs et apportent une contribution énergique par leurs commentaires et observations.

La formulation, la mise en œuvre et le suivi étant réalisés dans chaque secteur du développement, il est important de s'engager dans les programmes sectoriels. Lorsque les pays entrent dans la phase de mise en œuvre du CSLP, il convient d'appliquer les programmes de coopération de la JICA selon une approche par pays.

Coopération dans le Secteur de l'Agriculture en Tanzanie

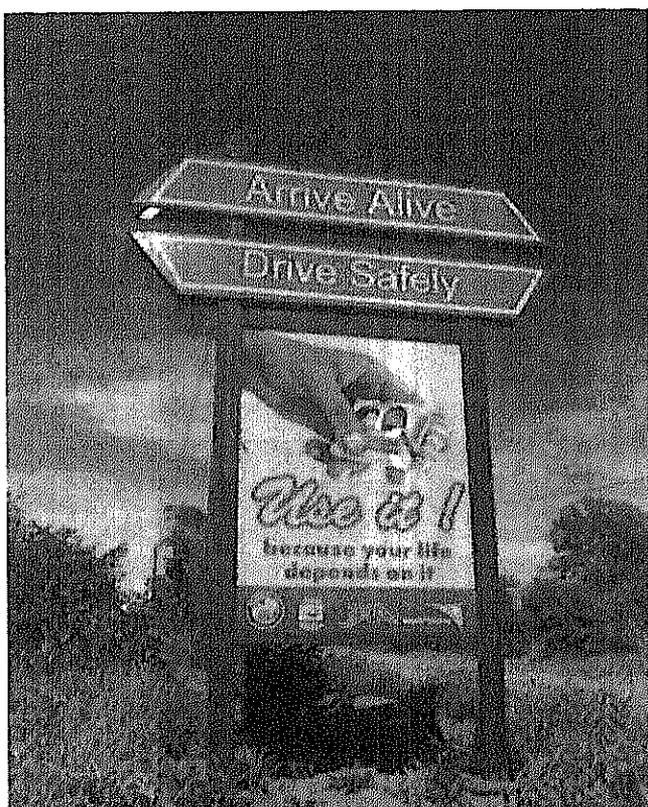
La JICA contribue à la formulation, la mise en œuvre et le suivi des programmes du secteur le plus important du CSLP en Tanzanie - l'agriculture - par une étude de développement. La JICA aide par ailleurs le gouvernement de Tanzanie à coordonner l'action des donateurs sur le plan du développement agricole et rural.

Coordination de l'Aide avec les Autres Pays Industrialisés

En matière de coordination de l'aide avec d'autres pays industrialisés, la JICA a renforcé ses relations d'amitié avec les autres pays, conformément aux politiques du gouvernement japonais.

Dans le cadre du Programme commun d'action entre le Japon et les États-Unis, par exemple, la JICA a renforcé depuis 1994 ses liens avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ces dernières années, après la conclusion du programme commun d'action, la JICA a élaboré des projets de coordination pour améliorer l'efficacité de l'aide et faire en sorte qu'elle ne soit plus assujettie à une démarche trop « conventionnelle ». Plus précisément, tous les ans depuis 1998, l'Agence a détaché des missions d'étude conjointe dans plusieurs pays, afin dans chaque cas de formuler des projets en concertation. Jusqu'ici, en collaboration avec l'USAID, des missions ont été envoyées dans six pays, dont le Cambodge, le Nigeria, la Zambie et le Mexique, pour l'établissement de nouveaux projets coordonnés. En plus de ces missions, la JICA a détaché des conseillers en formulation de projets dans le cadre de la coopération technique et de l'aide financière non remboursable.

En 2001, l'Agence a conduit une étude de formulation de projets de ce type avec une organisation internationale, en l'occurrence le Haut Commissariat des Nations unies pour



Affiche de la campagne de lutte contre le sida en Zambie

les réfugiés (HCR), et ce dans le but d'améliorer les abords des camps de réfugiés rwandais et burundais en Tanzanie.

Mesures de Lutte Contre le Paludisme en Zambie

Les bureaux locaux de la JICA et de l'USAID en Zambie entretiennent régulièrement des activités de liaison et de coordination. Par cette étroite communication, le nombre de projets de partenariat a progressé et plus particulièrement dans le secteur de la santé. Les principaux projets concernent la lutte contre le paludisme.

Ainsi, l'USAID apporte son aide à une ONG locale tandis que la JICA détache des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Les moustiquaires financées par la coopération financière non remboursable du gouvernement japonais ont été distribuées par l'ONG contre une somme modique aux résidents locaux, qui ont reçu une formation sur le paludisme. La somme versée a permis de constituer un fonds renouvelable et d'assurer ainsi la viabilité du projet.

Depuis 1992, la JICA procède à des échanges de personnel avec l'Agence canadienne de développement inter-

national (ACDI). Jusqu'ici, quatre membres de la JICA ont été détachés auprès de l'ACDI et trois membres de cette dernière ont été détachés auprès de la JICA. L'Agence pratique également ce type d'échanges avec d'autres organismes d'aide, tels que l'USAID, l'Agence australienne de développement international (AusAID) et, depuis 2001, avec le HCR.

Des membres du personnel de la JICA sont par ailleurs détachés auprès de la Banque asiatique de développement (BASD), de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les membres du personnel de la JICA détachés au titre de ces programmes d'échange se familiarisent avec la structure organisationnelle et le travail des agences qui les accueillent ; ils contribuent ainsi à présenter les activités de la JICA auprès de ces agences. Par ce processus, ils aident à faire encore mieux connaître la JICA.

Coordination de l'Aide Axée sur les Résultats

Les projets d'aide en coordination sont connus pour exiger plus de travail que les projets indépendants ordinaires. Cela vient du fait qu'il faut plus de temps aux différents donateurs pour harmoniser leurs mécanismes de mise en œuvre des projets et leurs stratégies d'aide, afin d'aboutir à un projet unique coordonné. Même si le travail s'en trouve accru, la JICA pense qu'il faut encourager activement la coordination lorsque l'effet ainsi escompté surpasse celui qui résulterait des efforts séparés des donateurs.

Nous ne devons pas non plus oublier le fait que d'autres organismes d'aide jugent la coordination importante, en ce qu'elle donne plus de force à leur propre coopération. Actuellement, de nombreux donateurs privilégient une aide axée sur les résultats et poursuivent leurs efforts de coordination dans le même esprit, afin d'atteindre des résultats chiffrés. Pour sa part, la JICA fournit elle aussi une aide axée sur les résultats et pense que, désormais, la coordination avec les autres donateurs s'avère plus nécessaire que jamais.

Le partage de l'expertise concernant les méthodes d'aide et le développement s'intensifie entre donateurs. Ainsi, ils s'associent pour organiser des séminaires et des spécialistes de domaines similaires se regroupent en réseaux. La JICA constitue également des réseaux de ce type avec d'autres donateurs. Ainsi, conjointement avec l'Institut de la Banque mondiale, elle a organisé des séminaires sur la réforme du secteur de la santé et l'aménagement des bassins versants. La JICA participe en outre activement à des échanges de vues avec d'autres donateurs sur de nouvelles questions liées au développement, telles que l'aide juridique et la consolidation de la paix.

Par le processus de formulation du CSLP, l'harmonisa-

tion des procédures d'aide est devenue un sujet de discussion entre donateurs.

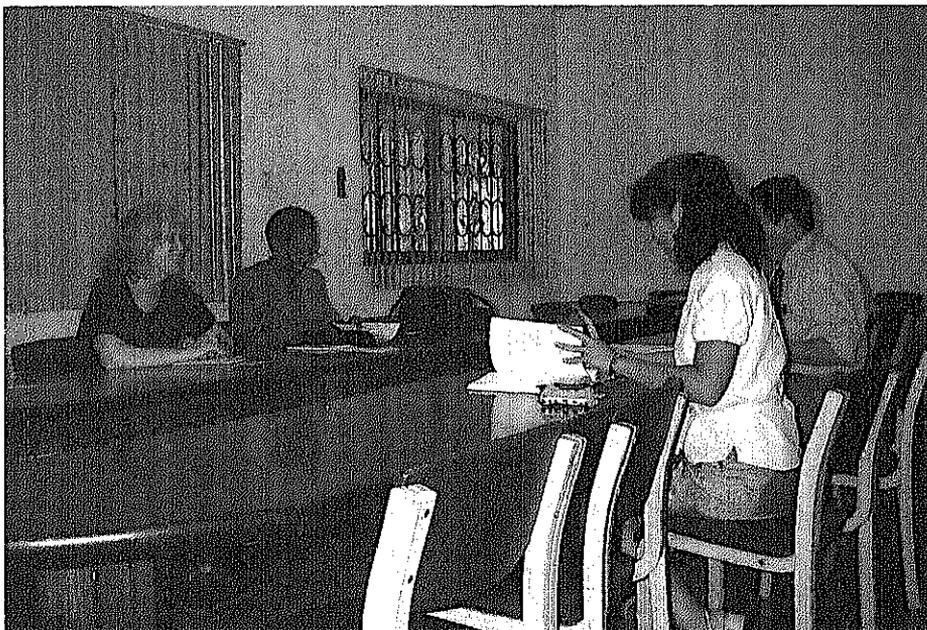
Au cours de ces discussions, qui se déroulent au sein du CAD et d'autres enceintes internationales, des positions radicales ont été exprimées qui appellent à faire entrer les fonds d'aide dans la comptabilité des PED sans restrictions sur la manière dont ils devraient être dépensés (« soutien financier général »). Ce point de vue ne cadre pas avec la coopération technique de « projet-type » dans laquelle le Japon excelle jusqu'à aujourd'hui. Ce type d'aide, si elle n'est pas bien coordonnée dans le secteur concerné, peut se traduire par des coûts importants pour le pays bénéficiaire et conduire par conséquent à un développement déséquilibré. La JICA estime toutefois qu'à partir du moment où l'aide est correctement coordonnée dans un secteur donné, il devient possible d'atteindre des résultats ciblés et durables.

Par ailleurs, si les fonds de tous les donateurs sont dévolus au soutien financier général, le financement manque lui-même de flexibilité. En effet, si une partie de l'administration est corrompue, cela peut se traduire par la cessation de toute aide.

Dans ce contexte, la JICA participe activement aux programmes sectoriels et s'efforce de fournir une aide qui s'inscrive dans le cadre des efforts de coordination générale.

Partenariat entre les États-Unis et le Japon dans le Domaine des Soins de Santé

1. Afin de prolonger l'expérience en matière de coopération dans le domaine de la santé en vertu du Programme commun d'action entre le Japon et les États-Unis, une déclaration de partenariat dans le domaine des soins de santé a été signée en juin 2002 entre le directeur général du Bureau de coopération économique du ministère des Affaires étrangères du Japon et l'administrateur assistant du Bureau pour la santé mondiale de l'USAID.
2. Cette déclaration définit des objectifs favorisant les efforts de coopération des deux pays, étend cette coopération et propose des stratégies pour améliorer l'efficacité de l'aide en se basant sur l'évaluation des programmes de coopération passés.
3. L'accord conclu encourage la communication au niveau local, renforce les échanges de personnel, accélère la prise de décisions et assure le suivi des projets réussis. La JICA et l'USAID ont par ailleurs coordonné leurs efforts dans le cadre de plans d'action plus spécifiques à l'échelon national ou sectoriel.



Programme de soutien au développement du secteur rural et agricole (Tanzanie)